



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 7, numéro 18

Avril-Juin 2024

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/WMMD9823>

PERSPECTIVES DE LA PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES DANS LA REGION DU MOYEN-ORIENT

Saleh RAMAZANI SABITI

Chef de Travaux au Département des Relations Internationales à l'Université Libre de Kinshasa et
Doctorant à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article étale à quel point la région du Moyen-Orient est riche en crises de prolifération nucléaire. En effet, des premières recherches irakiennes, soutenues par la France, vers les années 1970 à l'échec des négociations sur le retour à l'accord avec l'Iran de 2015, en passant par la destruction du programme clandestin syrien par Israël en 2007, il se dégage que de nombreux Etats de cette zone sensible de la scène internationale ont émis le vœu de se doter de l'arme nucléaire ou ont engagé des démarches en ce sens.

Mots-clés : *prolifération, armes nucléaires, Moyen-Orient.*

ABSTRACT

This article shows just how rich the Middle East region is in nuclear proliferation crises. Indeed, from the first Iraqi research projects, supported by France, in the 1970s, to the failure of negotiations on a return to the agreement with Iran in 2015, via the destruction of the Syrian clandestine program by Israel in 2007, it is clear that many states in this sensitive area of the international scene have expressed the wish to acquire nuclear weapons, or have taken steps in this direction.

Keywords : *proliferation, nuclear weapons, Middle East.*

INTRODUCTION

Depuis l'an 2002, le monde s'informe davantage sur la région de Moyen-Orient quant à la volonté iranienne d'acquisition de l'arme nucléaire à partir de son programme d'enrichissement nucléaire civile mis en place dans

les années cinquante et repris avec force après la guerre Iran-Irak par le régime iranien de 1979.

Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'avenir du Traité de Non-Prolifération et s'inquiètent à priori de la prolifération nucléaire moyen-orientale après celle de la République Islamique d'Iran.

L'ambition iranienne fait peur en raison de sa position géographique, du radicalisme de ses opinions et des perspectives de recours éventuel à cette arme nucléaire. Les déclarations du président Mahmoud Ahmadinejad tenues en octobre 2005, considérant qu'Israël devrait être rayé de la carte du monde, ont légitimement renforcé la crainte d'une confrontation armée majeure au Moyen-Orient, et ont été accompagnées d'une vive réaction de la communauté internationale.

Les réactions des acteurs régionaux, qu'ils soient proches de l'Iran ou au contraire hostiles à sa montée en puissance, ont été sujettes à de multiples interrogations. Dès lors, si la perspective d'un Iran érigé en puissance nucléaire militaire pose déjà problème en soi, les réactions de ses voisins seraient tout aussi inquiétantes, et la question des conséquences est ainsi posée, comment enrayer une prolifération d'armes dans une région à haut risque ?

En effet, l'Iran joue sur les dissonances au sein de la communauté internationale, et sur les craintes sécuritaires. Les autorités alternent ainsi entre un discours légitimant un programme nucléaire civil, en vertu du Traité de non-prolifération (TNP), et des provocations consistant à mettre en avant des capacités dans le domaine nucléaire militaire.

Devant cette position ambivalente, la communauté internationale privilégie la voie du dialogue, mais n'exclut pas dans le même temps un durcissement du ton, par le biais de résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU et de l'adoption de sanctions (économiques), déjà entreprise. Et pendant ce temps, le programme d'enrichissement suit son cours.

Toutefois, il convient d'imaginer les scénarios les plus vraisemblables au lendemain d'un hypothétique, mais probable, essai nucléaire de l'Iran, qui ferait de la République Islamique d'Iran une puissance nucléaire militaire. A cet égard, s'il est nécessaire de revenir sur le risque que ferait peser Téhéran sur

ses voisins, la possibilité d'une course à l'armement nucléaire au Moyen-Orient ne doit pas être exclue, de même que des réactions violentes de certains voisins régionaux.¹

Cette étude se limite à analyser le fait et les informations en vue de projeter une prolifération nucléaire au Moyen-Orient à la suite de celle de la République Islamique d'Iran, contrairement à la réflexion de Dina Esfandiary et Claire Despreaux qui se sont basés à constater la construction de la bombe nucléaire iranienne sous le regard suspicieux de la communauté internationale.

I. AMBITIONS REGIONALES AU CŒUR DE LA PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES

Peu réglementés dans l'ordre juridique international, les arsenaux nucléaires ont une place particulière dans les dynamiques géopolitiques et géostratégiques au Moyen-Orient.

L'Iran se présente en tête des pays qui prolifèrent sur le plan de la menace balistique, avec un stock avoisinant 3 000 projectiles de courte et de moyenne portée (entre 300 et 1 000 kilomètres, dont les Shahab et les Fateh), ainsi que des missiles de croisière dont la précision s'accroît régulièrement. La République islamique diffuse aussi ces armes auprès de ses relais d'influence (proxies), comme le Hezbollah libanais et les houthistes au Yémen. Israël arrive en seconde position, ses missiles duaux lui permettant d'exercer une dissuasion conventionnelle et nucléaire en jouant sur l'ambiguïté d'un possible emploi de l'arme atomique. Enfin, de nouveaux venus apparaissent, en particulier l'Arabie saoudite.²

Les premières occurrences d'emploi de missiles balistiques au Moyen-Orient remontent à la guerre Iran-Irak (1980-1988), pendant laquelle près de 400 Scud auraient été tirés par les deux belligérants, majoritairement d'Irak en direction de villes iraniennes.

¹ COURMONT B., « L'Iran : vers une prolifération nucléaire au Moyen-Orient ? », dans *Revue internationale et stratégique*, n°70, Dalloz, Paris 2007, p. 119.

² FAYET H., « Les proliférations balistique et nucléaire, les deux faces d'une même pièce ? », dans de la revue *Moyen-Orient*, n°59, 10 juillet 2023.

Dans un premier temps incapable de riposter, la République islamique acquiert ses propres Scud auprès de la Libye et de la Corée du Nord, rééquilibrant le rapport de force entre les combattants. Il va s'observer que l'Irak continue d'accorder une place importante aux missiles balistiques durant le conflit avec le Koweït (1990-1991) puis contre les forces américaines en 2003 lors de l'opération Iraqi Freedom, mais la destruction de son armée et de ses capacités militaires a fortement réduit l'arsenal étatique irakien.

C'est donc l'Iran qui prend le dessus en la matière au Moyen-Orient, d'abord en poursuivant sa politique d'achats auprès de pays producteurs, puis en développant sa propre industrie. Utilisés pour attaquer les voisins, mais aussi comme vecteur de dissuasion conventionnelle afin de se prémunir de toute frappe contre son intégrité territoriale, les missiles acquièrent un rôle prépondérant dans une stratégie de « défense en mosaïque » ou « guerre combinée », mise en œuvre par les Gardiens de la révolution (pasdaran). La République islamique a même employé ses projectiles contre un autre pays, l'Irak, contre des bases occidentales en janvier 2020x après l'assassinat par les États-Unis du commandant de la force Al-Qods, Qassem Soleimani.

Parmi les éléments qui incitent l'Iran à proliférer, les ambitions régionales jouent un rôle majeur et c'est en réaction à celle-ci que ses voisins pourraient être tentés par l'arme nucléaire. L'Iran ne cache pas son intention de s'imposer comme la grande puissance du Moyen-Orient « grâce à son influence religieuse, sa capacité de pénétration politique, ses ressources énergétiques et ses moyens balistiques et nucléaires.³

Après l'échec du projet de « Grand Moyen-Orient » américain⁴, l'Iran proposerait ses propres règles du jeu, le leadership de l'Iran face à un tel scénario, les acteurs régionaux qui lui sont hostiles verraient dans l'arme nucléaire un moyen de contrecarrer ses desseins de l'Iran.

³ DELPECH T., Le Grand Perturbateur Réflexions sur la question Iranienne, in IRIS la revue internationale et Stratégique, n 70, Dalloz, Paris 2007, p120

⁴ Terme utilisé par le Président George W. Bush et son administration pour désigner un espace libre échange entre les USA et Moyen-Orient, disponible sur www.irenees.net.

II. PARADIGMES EXPLICATIFS DE LA PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES AU MOYEN-ORIENT

S'il n'est pas nécessaire de revenir sur les motivations propres à tout Etat proliférant (prestige, renforcement du poids dans la région, force de dissuasion et renforcement du pouvoir sur la scène politique intérieure), le scénario d'emploi se présente comme suit :

II. 1. Soutien au terrorisme

L'existence d'un programme nucléaire iranien ravive les risques concernant les liens entre l'Iran et des groupes terroristes, et la possibilité que ces derniers ne se dotent de l'arme nucléaire. Sur ce point, le soutien apporté par l'Iran au Hezbollah libanais est considéré comme une attitude à haut risque. A cela vient s'ajouter le rôle de l'Iran en Irak, et le soutien apporté aux mouvements chiites.

II. 2. Attaque contre les forces américaines dans la région

Le régime iranien, se sachant dans la ligne de mire des Etats-Unis d'Amérique, pourraient faire usage de l'arme nucléaire contre des forces projetées américaines stationnées en Irak, Arabie saoudite, Qatar ou Koweït. Une telle attitude supposant une riposte aux dommages irréparables de la part des Etats-Unis.

Il faudrait au préalable une radicalisation poussée à l'extrême du régime iranien, et un refus de la rationalité. Mais la présence de troupes américaines dans la région est l'un des éléments des doctrines de dissuasion iranienne.

II. 3. Attaque contre un autre adversaire, y compris Israël

L'Iran est isolé face à ses voisins arabes, et se qualifie comme adversaire de l'Etat hébreu, dont il ne reconnaît pas l'existence. Là encore, une radicalisation de frappe nucléaire contre Israël, avec des conséquences irréparables.

Les risques de l'utilisation de l'arme nucléaire semblent cependant moins grands que ceux d'un accident nucléaire, en raison des capacités technologiques encore limitées de ce pays. Comme le rappelle Alexandre

Hummel « un nouveau proliférateur devra se contenter, au moins dans un premier temps, d'un arsenal rudimentaire et devra affronter des problèmes jamais rencontrés auparavant surtout technologique général est peu développer.⁵

De même, l'Iran pourrait avoir la bombe, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'elle l'utilisera. L'ancien président Français Jacques Chirac est allé plus loin sur cette question, rappelant que l'utilisation de la bombe atomique par un Etat comme Iran serait immédiatement l'objet de ripostes causant des dommages irréparables sur le territoire iranien⁶

Le problème principal serait de voir la profération faire de nouvelles avancées directement menacée par un arsenal inquiétant, mais rudimentaire.

III. RISQUES DE LA PROLIFERATION

Une fois l'Iran procède à un essai nucléaire, les risques d'une accélération de la prolifération au Moyen-Orient s'en trouveront renforcés. Si les alliés de Téhéran, au premier rang desquels se conte la Syrie, pourrait être séduit par l'aventure nucléaire, c'est surtout du côté des Etats hostiles à l'Iran que les risques seraient importants.

Seul partenaire de l'Iran dans la région, la Syrie est souvent suspecté d'avoir approché le réseau clandestin du Pakistan Abdul Qadeer Khan. En cas de nucléarisation de l'Iran, l'attention se tournera vers la Syrie, qui pourrait choisir de se lancer dans un programme nucléaire. Afin notamment de peser plus lourd dans son bras de fer avec Israël. Il s'agirait d'une arme de dissuasion, permettant de faire pression sur l'Etat hébreu.

Le meilleur moyen d'endiguer une telle course à l'armement nucléaire consiste à ne pas écarter la Syrie des négociations sur l'avenir de la région (en particulier Iran et Liban). C'est la raison pour laquelle la Syrie est, à l'instar de l'Iran, invitée à participer aux conférences sur la sécurisation de l'Irak. Le

⁵ HUMMEL A., « Pourquoi faut-il à nouveau s'inquiéter à propos de la bombe ? », dans *La revue internationale et stratégique*, n°64, Dalloz, hivers 2006-2007, p. 31.

⁶ Entretien de Jacques Chirac à l'Elysée pour le nouvel observateur, l'International Herald tribune et le New York times, le 29 janvier 2007.

dialogue, des garanties sécuritaires, et un discours ferme mais cohérent de la communauté internationale, pourraient ainsi permettre de dissuader la Syrie d'une aventure nucléaire inspirée par l'Iran. Une chose est certaine, en tout cas, la Syrie aurait tout à gagner d'un Iran nucléaire.

L'Arabie saoudite a pris position contre le programme nucléaire dès 2005. En même temps, le royaume a apporté de nouvelles garanties sur ses activités nucléaires à l'Agence internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

Cependant, le différend historique ayant pour source le soutien d'Arabie saoudite à l'Irak pendant la guerre Iran-Irak oppose l'Arabie saoudite à l'Iran et les craintes de voir la puissance chiite obtenir l'arme nucléaire, pourrait changer la donne. C'est au regard de ces craintes que le royaume est en train de revenir sur son engagement de renonciation d'acquisition de l'arme nucléaire. Il a déjà invité les entreprises russes, chinoises, sud coréennes à lui présenter des offres techniques pour la construction de deux réacteurs de 1,4 gigawatt à Khor Duweihin. Il souhaite atteindre 17 gigawatts d'ici 2040. L'Arabie saoudite envisage de créer une industrie électronucléaire civile.

A la 67^e Session ordinaire de l'AIEA organisée à Vienne du 25-27 septembre 2023, le ministre saoudien de l'énergie, le Prince Abdelaziz bin Salam a signifié à la conférence que son pays s'est engagé au projet d'énergie atomique pour lequel l'utilisation sera pacifique.

L'Egypte à son tour a signé avec la Russie un contrat de construction d'une centrale nucléaire en vue de produire 4,8 mégawatts d'ici 2028. La Russie va construire une zone industrielle russe dans le canal de Suez.

La Jordanie aussi a signé des protocoles d'accords avec beaucoup de pays afin de l'aider dans le domaine de l'énergie nucléaire ainsi que l'exploitation de l'uranium. Il s'agit entre autres des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, du Canada, de la Russie, de la Corée du Sud.

Pour la Turquie, après autre tentatives avortées, elle prévoit actuellement de se doter de trois centrales nucléaires pour une capacité cumulée de 5000 mégawatts. Elle a fait appel à la Suède, à l'Allemagne et au Canada pour la construction des centrales nucléaires.

CONCLUSION

Au terme de la présente réflexion, il y a lieu de signifier que l'éventuelle obtention de l'arme nucléaire par l'Iran fait craindre une prolifération et un déséquilibre stratégique au Moyen-Orient.

En effet, de nombreux pays de la région pourraient être tentés de suivre l'exemple iranien, afin de maintenir leur puissance régionale. Cette prolifération pourrait engendrer des conséquences géopolitiques non négligeables dans une zone où les rapports de forces sont tendus.

Dans ce contexte, différents scénarii de crises pourraient se dessiner : soutien aux actes terroristes, attaques contre les bases américaines dans la zone, menaces sur l'Etat d'Israël. Une prolifération nucléaire accélérée au Moyen-Orient remettrait également en cause les efforts entrepris par les acteurs régionaux depuis quatre décennies en vue de former une zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN).

Le programme civil constitue la première étape dans l'acquisition d'armes nucléaires. Tous les Etats qui ont fabriqué l'arme nucléaire après la signature du Traité de Non-prolifération en 1968, ont commencé par le civil pour passer par le militaire et enfin d'acquérir l'arme nucléaire. La Corée du Nord ancien signataire du Traité de Non-Prolifération, et les deux Etats non signataires, l'Inde et le Pakistan sont des exemples.

Pour la sous-région de Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Turquie et la Jordanie emboitent les pas déjà en mettant en place leurs programmes d'enrichissement civil et en faisant appel à la technologie des puissances étrangères notamment, les Etats-Unis d'Amérique, la Russie...

Par ailleurs, il y a lieu de faire également référence à la nouvelle approche des anciennes puissances nucléaires d'avant 1968 qui se lancent dans la technologie de miniaturisation à la place de désarmement. Cette approche empiète le TNP et encourage la prolifération.

De ce qui précède, il se dégage que les Etats du Moyen-Orient semblent d'accord sur l'idée de créer une zone démilitarisée, mais divergent sur les conditions dans lesquelles celle-ci doit être mise en place. Les pays

arabes attendent qu'Israël fasse un geste en acceptant de démanteler ses stocks. L'Israël prétend de son côté que la mise en place de cette zone ne sera possible que quand le processus de paix du Moyen-Orient sera complètement terminé, et qu'une paix durable sera assurée dans la région.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AVIOTSIKI V., Géopolitique continentale le monde au 20^e siècle, Armand Colin, Paris 2006.
- COURMONT B., « L'Iran : vers une prolifération nucléaire au Moyen-Orient ? », dans *Revue internationale et stratégique*, n°70, Dalloz, Paris 2007.
- DELPECH T., Le Grand Perturbateur Réflexions sur la question Iranienne, in IRIS la revue internationale et Stratégique, n°70, Dalloz, Paris 2007.
- EL BARADEÏ M., « Combattre la prolifération », dans *Politique internationale*, n°111, Printemps 2006.
- FAYET H., « Les proliférations balistique et nucléaire, les deux faces d'une même pièce ? », dans *La revue Moyen-Orient*, n°59, 10 juillet 2023.
- HUMMEL A., « Dr Folamour à Téhéran ou pourquoi faut-il à nouveau s'inquiéter à propos de la bombe ? », dans *La Revue internationale et stratégique*, n°64, IRIS/Dalloz, hiver 2006-2007.